

70 - VENTES DE PRODUITS ET SERVICES

- 701 Ventes de produits
- 702 Ventes de prestations de services
- 703 Variation de stocks de produits

71 - RECETTES FISCALES

- 711 Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital
- 712 Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations
- 713 Impôts sur le patrimoine
- 714 autres impôts directs
- 715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services
- 716 Droits de timbre et d'enregistrement
- 717 Droits et taxes à l'importation
- 718 Droits et taxes à l'exportation
- 719 Autres recettes fiscales

72 - RECETTES NON FISCALES

- 721 Revenus de l'entreprise et du domaine
- 722 Droits et frais administratifs
- 723 Amendes et condamnations pécuniaires
- 725 Cotisations de sécurité sociale
- 729 Autres recettes non fiscales

73 - TRANSFERTS REÇUS D'AUTRES BUDGETS

- 731 Transferts reçus du budget général
- 732 Transferts reçus des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor

74 - DONS PROGRAMMES ET LEGS

- 741 Dons des institutions internationales
- 742 Dons des gouvernements étrangers
- 743 Dons des organismes privés extérieurs
- 744 Dons intérieurs
- 745 Fonds de concours
- 749 Autres dons et legs

75 - RECETTES EXCEPTIONNELLES

- 751 Remises et annulations de dettes
- 752 Restitutions au Trésor de sommes indûment payées
- 754 Cessions d'immobilisations
- 759 Autres recettes exceptionnelles

76 - DONS PROJETS ET LEGS

- 761 Dons projets des institutions internationales
- 762 Dons projets des gouvernements affiliés au Club de Paris
- 763 Dons projets des gouvernements non affiliés au Club de Paris
- 764 Dons projets des organismes privés extérieurs
- 765 Fonds de concours
- 769 Autres dons et legs

77 - PRODUITS FINANCIERS

- 771 Intérêts des prêts
- 772 Intérêts sur les dépôts à terme
- 774 Revenus des titres de placements
- 776 Gains de change

78 - TRANSFERT DE CHARGES

- 781 Transferts de charges courantes
- 782 Transferts de charges financières

79 - REPRISES SUR PROVISIONS

- 791 Reprises sur provisions à caractère financier
- 792 Reprise sur provisions pour dépréciation

CLASSE 8. — ENGAGEMENTS HORS BILAN**CLASSE 8****ENGAGEMENTS HORS BILAN**

- 80 ENGAGEMENTS OBTENUS OU ACCORDES PAR L'ETAT
- 81 CONTREPARTIE DES ENGAGEMENTS DE L'ETAT

80 - ENGAGEMENTS OBTENUS OU ACCORDES PAR L'ETAT

- 801 Engagements obtenus par l'Etat
- 8011 Emprunts obtenus par l'Etat
- 8012 Dons obtenus par l'Etat
- 805 Engagements accordés par l'Etat**
- 8051 Prêts accordés par l'Etat et dette avalisée
- 8052 Dons accordés par l'Etat

81 - CONTREPARTIE DES ENGAGEMENTS DE L'ETAT

- 811 Contrepartie des engagements obtenus par l'Etat
- 8111 Contrepartie des emprunts obtenus par l'Etat
- 8112 Contrepartie des dons obtenus par l'Etat
- 815 Contrepartie des engagements accordés par l'Etat**
- 8151 Contrepartie des prêts accordés par l'Etat et dette avalisée
- 8152 Contrepartie des dons accordés par l'Etat

Fait à Abidjan, le 9 juillet 2014.

Alassane OUATTARA.

DECRET n° 2014-419 du 9 juillet 2014 portant tableau des opérations financières de l'Etat.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et du ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget,

Vu la Constitution ;

Vu le Traité du 10 janvier 1994 portant création de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ;

Vu la loi organique n° 2014-336 du 5 juin 2014 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2014-337 du 5 juin 2014 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques ;

Vu la directive n° 10/2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009 portant Tableau des Opérations financières de l'Etat (TOFE) ;

Vu le décret n° 2012-1118 du 21 novembre 2012 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n° 2013-505 du 25 juillet 2013, n° 2013-784, n° 2013-785, n° 2013-786 du 19 novembre 2013 et n° 2014-89 du 12 mars 2014 ;

Vu le décret n° 2013-506 du 25 juillet 2013 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2013-802 du 21 novembre 2013 ;

Vu le décret n° 2014-416 du 9 juillet 2014 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2014-417 du 9 juillet 2014 portant nomenclature budgétaire de l'Etat ;

Vu le décret n° 2014-418 du 9 juillet 2014 portant Plan comptable de l'Etat ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Article 1. — Le présent décret fixe les principes généraux relatifs à l'élaboration et à la présentation des statistiques sur les opérations financières de l'Etat. Ces principes sont basés sur les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques.

Art. 2. — Au sens du présent décret, l'Etat couvre le secteur des administrations publiques qui se compose de toutes les unités résidentes dont les principales fonctions consistent à :

— fournir à la collectivité des biens et services non marchands destinés à la consommation collective ou individuelle ;

— redistribuer le revenu et la richesse au moyen de transferts.

Les activités des unités résidentes du secteur des administrations publiques se distinguent de celles des autres secteurs de l'économie du fait qu'elles doivent être financées principalement par l'impôt ou par d'autres transferts obligatoires, ce qui n'exclut pas les emprunts et d'autres ressources autres que les transferts obligatoires. La production des administrations publiques est principalement non marchande.

Art. 3. — Les opérations des administrations publiques sont les transactions financières en recettes, charges, acquisitions et cessions d'actifs non financiers et financiers et en augmentation et diminution de passifs.

Elles sont classées selon leur nature dans un tableau dénommé Tableau des Opérations financières de l'Etat, en abrégé TOFE.

Il est joint au TOFE, aux fins d'analyse des finances publiques, le compte de patrimoine, la situation des autres flux économiques et la situation des flux de trésorerie.

L'ensemble de ces quatre tableaux constitue le cadre analytique conforme aux normes internationales en vigueur auquel l'Etat doit tendre à terme.

Il est annexé au présent décret, une note explicative comprenant un TOFE détaillé contenant les informations sur les recettes et les charges, la situation des encours d'actifs et de passifs et la situation des autres flux économiques retraçant les flux autres que les transactions résultant des changements de volume ou de valeur des actifs et passifs.

Art. 4. — Le TOFE retrace pour une période donnée, les flux des transactions en recettes, charges, acquisitions et cessions d'actifs non financiers et financiers, augmentation et diminution de passifs aux fins d'analyse des opérations des administrations publiques.

Art. 5. — Les agrégats du TOFE sont les suivants :

- les recettes ;
- les charges ;
- l'acquisition nette d'actifs non financiers ;
- l'acquisition nette d'actifs financiers ;
- l'accumulation nette de passifs.

Art. 6. — Le TOFE est établi sur une base mensuelle, trimestrielle et annuelle. La situation des actifs financiers et des passifs est élaborée sur la base trimestrielle.

Art. 7. — Les principales sources des données de base pour l'établissement du TOFE et plus généralement des statistiques de finances publiques sont les situations issues de la comptabilité publique, c'est-à-dire la Balance générale des Comptes du Trésor, en abrégé BGCT, et les comptes d'exploitation des autres unités de l'administration publique complétés, le cas échéant, par des comptabilités auxiliaires.

Art. 8. — L'établissement et la diffusion des statistiques de finances publiques sont de la responsabilité du ministère en charge de l'Economie et des Finances, à travers la direction générale de l'Economie, en abrégé DGE, en collaboration avec les structures nationales qui participent à l'élaboration des statistiques macroéconomiques et de la comptabilité nationale.

CHAPITRE 2

Champ couvert par le Tableau des Opérations financières de l'Etat

Art. 9. — L'unité statistique du système des statistiques de finances publiques est l'unité institutionnelle.

Une unité institutionnelle est une entité économique résidente, capable de son propre chef de posséder des actifs, de contracter des engagements et de s'engager dans des activités économiques et dans des transactions avec d'autres entités. Elle est résidente lorsqu'elle a sur le territoire économique ivoirien un centre d'intérêt économique.

Le champ couvert par le TOFE est le secteur des administrations publiques composé de toutes les unités institutionnelles résidentes des administrations publiques ainsi que des institutions sans but lucratif, en abrégé ISBL, qui répondent aux caractéristiques des administrations publiques énoncées à l'article 2 du présent décret.

Art. 10. — Quatre types d'unités d'administration publique sont distingués, à savoir :

- les unités budgétaires ;
- les unités de sécurité sociale ;
- les institutions sans but lucratif non marchandes ;
- les unités extrabudgétaires.

Ces unités sont regroupées en trois sous-secteurs, à savoir :

- le sous-secteur de l'administration centrale, y compris ses ISBL et unités extrabudgétaires ;
- le sous-secteur de l'administration locale, y compris ses ISBL et unités extrabudgétaires ;
- le sous-secteur de la sécurité sociale.

Art. 11. — Les transactions financières des administrations publiques comprennent les recettes, les charges et les opérations sur actifs non financiers, financiers et sur passifs, qu'elles soient en espèces ou en nature.

Les transactions sur les recettes et les charges affectent la valeur nette des administrations publiques définie comme étant la différence entre le total des actifs et celui des passifs.

Art. 12. — Les recettes sont constituées de toutes les transactions qui augmentent la valeur nette.

Elles sont classées selon les catégories suivantes, en espèces ou en nature :

- les recettes fiscales ;
- les cotisations sociales ;
- les dons reçus ;
- les autres recettes.

Art. 13. — Les charges sont constituées des transactions qui diminuent la valeur nette et classées selon leur nature. Elles comprennent les catégories suivantes, en espèces ou en nature :

- la rémunération des salariés ;
- l'utilisation de biens et services ;
- la consommation de capital fixe ;
- les intérêts ;
- les subventions ;
- les dons versés ;
- les prestations sociales ;
- les autres charges.

Art. 14. — Les actifs non financiers sont des actifs économiques autres que les actifs financiers.

Les transactions sur actifs non financiers sont destinées à l'acquisition ou à la cession de biens de capital fixe, de stocks, d'objets de valeur et d'actifs non produits tels que les terrains, gisements et actifs incorporels. Elles sont classées en quatre catégories :

- les actifs fixes ;
- les stocks ;
- les objets de valeur ;
- les actifs non produits.

Art. 15. — Les actifs financiers sont des créances financières détenues par les administrations publiques sur le reste de l'économie. Les transactions sur actifs financiers concernent les acquisitions et les cessions et sont classées selon l'instrument financier et la résidence. Les catégories d'actifs financiers sont les suivantes :

- le numéraire et les dépôts ;
- les titres autres que les actions ;
- les crédits ;
- les actions et autres participations ;
- les réserves techniques d'assurance ;
- les produits financiers dérivés ;
- les autres comptes à recevoir.

Ces actifs sont ventilés en actifs intérieurs et extérieurs. Ils peuvent être ventilés selon les secteurs de contrepartie à l'instrument financier et la résidence.

Art. 16. — Les passifs représentent les dettes envers le reste de l'économie ou encore les créances de celui-ci sur les administrations publiques. Les transactions sur passifs comprennent les augmentations et les diminutions de passifs. Les passifs sont classés de la même manière que les actifs comme indiqué à l'article 15 du présent décret.

CHAPITRE 3

Modes d'enregistrement des données

Art. 17. — Les transactions financières des administrations publiques sont enregistrées sur la base des droits constatés, c'est-à-dire lorsque la valeur économique est transformée, échangée, créée, transférée ou éteinte.

Les recettes sont enregistrées sur la base des droits constatés, c'est-à-dire lorsque se produisent les activités, transactions et autres événements donnant droit à la perception des impôts ou d'autres types de recettes.

Les recettes fondées sur le système déclaratif sont enregistrées au moment de la déclaration et/ou du versement spontané des impôts par les contribuables. Les recettes fondées sur le système d'émission préalable de titres sont enregistrées au vu des titres de perception, rôles ou contrats.

Les charges et acquisitions d'actifs non financiers sont enregistrées sur la base des droits constatés, c'est-à-dire au moment où ont lieu les activités ou autres événements créant l'obligation inconditionnelle pour les administrations publiques concernées de procéder à un paiement ou de céder des ressources. L'enregistrement des charges et des actifs non financiers se fait sur la base des liquidations.

Art. 18. — Les transactions et autres flux économiques ainsi que les stocks d'actifs et de passifs sont valorisés sur la base des prix et cours du marché, sauf en ce qui concerne la dette qui est valorisée à la valeur nominale des différents éléments constitutifs.

Art. 19. — Les différentes catégories de flux et d'encours peuvent être présentées sur une base brute ou nette. La base nette résulte de la différence entre deux ensembles de flux ou d'encours.

Art. 20. — En vue d'éliminer les doubles emplois, il est procédé à la consolidation des données provenant de plusieurs sous-secteurs.

La consolidation consiste en l'élimination de toutes les relations de débiteur et créancier entre les unités institutionnelles appartenant au même secteur ou sous-secteur. Elle permet de présenter les données d'un groupe d'unités comme une seule unité.

Art. 21. — Les contrats conditionnels, qui prennent effet seulement si une ou plusieurs conditions stipulées dans l'accord entre les parties se concrétisent, sont enregistrés dans des postes pour mémoire. Ils ne sont formellement reconnus dans le système des statistiques de finances publiques en tant que flux ou encours que lorsque ces conditions sont satisfaites.

CHAPITRE 4

Dispositions diverses

Art. 22. — La situation nette des administrations publiques vis-à-vis du système des institutions financières est constituée des créances sur ces institutions moins les dettes envers ces institutions.

Cette situation nette est déterminée à partir des sources de la comptabilité publique et des autres sources couvertes par le TOFE. Elle correspond, pour l'administration centrale, aux décalages comptables près, à la Position nette du Gouvernement, PNG, telle qu'elle est déterminée à partir des statistiques monétaires et financières.

Art. 23. — Les restes à payer sont constitués de toutes les liquidations non réglées. Ils comprennent les fonds en route et les arriérés de paiement.

Les fonds en route sont constitués de toutes les liquidations non réglées de moins de trois mois.

Les arriérés sont constitués de toutes les liquidations non réglées au-delà de trois mois.

Art. 24. — Un dispositif de collecte des informations de base entrant dans la confection du TOFE et plus généralement des statistiques de finances publiques sera mis en place par arrêté du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Les unités d'administration publique sont tenues de communiquer, selon les modalités définies par l'arrêté susmentionné, les données primaires nécessaires à l'établissement des statistiques de finances publiques par le ministère en charge de l'Economie et des Finances.

CHAPITRE 5

Dispositions transitoires et finales

Art. 25. — Il est produit, pour compter du premier janvier 2015 jusqu'à l'entrée en vigueur du présent décret, un cadre d'analyse minimum comprenant :

Art. 14. — Les actifs non financiers sont des actifs économiques autres que les actifs financiers.

Les transactions sur actifs non financiers sont destinées à l'acquisition ou à la cession de biens de capital fixe, de stocks, d'objets de valeur et d'actifs non produits tels que les terrains, gisements et actifs incorporels. Elles sont classées en quatre catégories :

- les actifs fixes ;
- les stocks ;
- les objets de valeur ;
- les actifs non produits.

Art. 15. — Les actifs financiers sont des créances financières détenues par les administrations publiques sur le reste de l'économie. Les transactions sur actifs financiers concernent les acquisitions et les cessions et sont classées selon l'instrument financier et la résidence. Les catégories d'actifs financiers sont les suivantes :

- le numéraire et les dépôts ;
- les titres autres que les actions ;
- les crédits ;
- les actions et autres participations ;
- les réserves techniques d'assurance ;
- les produits financiers dérivés ;
- les autres comptes à recevoir.

Ces actifs sont ventilés en actifs intérieurs et extérieurs. Ils peuvent être ventilés selon les secteurs de contrepartie à l'instrument financier et la résidence.

Art. 16. — Les passifs représentent les dettes envers le reste de l'économie ou encore les créances de celui-ci sur les administrations publiques. Les transactions sur passifs comprennent les augmentations et les diminutions de passifs. Les passifs sont classés de la même manière que les actifs comme indiqué à l'article 15 du présent décret.

CHAPITRE 3

Modes d'enregistrement des données

Art. 17. — Les transactions financières des administrations publiques sont enregistrées sur la base des droits constatés, c'est-à-dire lorsque la valeur économique est transformée, échangée, créée, transférée ou éteinte.

Les recettes sont enregistrées sur la base des droits constatés, c'est-à-dire lorsque se produisent les activités, transactions et autres événements donnant droit à la perception des impôts ou d'autres types de recettes.

Les recettes fondées sur le système déclaratif sont enregistrées au moment de la déclaration et/ou du versement spontané des impôts par les contribuables. Les recettes fondées sur le système d'émission préalable de titres sont enregistrées au vu des titres de perception, rôles ou contrats.

Les charges et acquisitions d'actifs non financiers sont enregistrées sur la base des droits constatés, c'est-à-dire au moment où ont lieu les activités ou autres événements créant l'obligation inconditionnelle pour les administrations publiques concernées de procéder à un paiement ou de céder des ressources. L'enregistrement des charges et des actifs non financiers se fait sur la base des liquidations.

Art. 18. — Les transactions et autres flux économiques ainsi que les stocks d'actifs et de passifs sont valorisés sur la base des prix et cours du marché, sauf en ce qui concerne la dette qui est valorisée à la valeur nominale des différents éléments constitutifs.

Art. 19. — Les différentes catégories de flux et d'encours peuvent être présentées sur une base brute ou nette. La base nette résulte de la différence entre deux ensembles de flux ou d'encours.

Art. 20. — En vue d'éliminer les doubles emplois, il est procédé à la consolidation des données provenant de plusieurs sous-secteurs.

La consolidation consiste en l'élimination de toutes les relations de débiteur et créancier entre les unités institutionnelles appartenant au même secteur ou sous-secteur. Elle permet de présenter les données d'un groupe d'unités comme une seule unité.

Art. 21. — Les contrats conditionnels, qui prennent effet seulement si une ou plusieurs conditions stipulées dans l'accord entre les parties se concrétisent, sont enregistrés dans des postes pour mémoire. Ils ne sont formellement reconnus dans le système des statistiques de finances publiques en tant que flux ou encours que lorsque ces conditions sont satisfaites.

CHAPITRE 4

Dispositions diverses

Art. 22. — La situation nette des administrations publiques vis-à-vis du système des institutions financières est constituée des créances sur ces institutions moins les dettes envers ces institutions.

Cette situation nette est déterminée à partir des sources de la comptabilité publique et des autres sources couvertes par le TOFE. Elle correspond, pour l'administration centrale, aux décalages comptables près, à la Position nette du Gouvernement, PNG, telle qu'elle est déterminée à partir des statistiques monétaires et financières.

Art. 23. — Les restes à payer sont constitués de toutes les liquidations non réglées. Ils comprennent les fonds en route et les arriérés de paiement.

Les fonds en route sont constitués de toutes les liquidations non réglées de moins de trois mois.

Les arriérés sont constitués de toutes les liquidations non réglées au-delà de trois mois.

Art. 24. — Un dispositif de collecte des informations de base entrant dans la confection du TOFE et plus généralement des statistiques de finances publiques sera mis en place par arrêté du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Les unités d'administration publique sont tenues de communiquer, selon les modalités définies par l'arrêté susmentionné, les données primaires nécessaires à l'établissement des statistiques de finances publiques par le ministère en charge de l'Economie et des Finances.

CHAPITRE 5

Dispositions transitoires et finales

Art. 25. — Il est produit, pour compter du premier janvier 2015 jusqu'à l'entrée en vigueur du présent décret, un cadre d'analyse minimum comprenant :

— tableau 1 : TOFE conforme à l'alinéa 2 de l'article 3 du présent décret ;

— tableau 2 : situation des flux de trésorerie ;

— tableau 3 : situation des actifs financiers et des passifs ;

— tableau 4 : situation de la dette.

Art. 26. — Le TOFE trimestriel, auquel seront annexés les tableaux 2, 3 et 4 énumérés à l'article précédent ainsi que les situations détaillées des recettes, des charges et des actifs non financiers retracés dans le budget de l'Etat, sera transmis à la commission de l'UEMOA.

Art. 27. — Les dispositions du présent décret entrent en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2019.

Art. 28. — Des textes réglementaires pris par le ministre chargé de l'Economie et des Finances et le ministre chargé du Budget complètent, en tant que de besoin, les dispositions du présent décret.

Art. 29. — Le ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances et le ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget assurent, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 9 juillet 2014.

Alassane OUATTARA.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

L'administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.

CERTIFICAT FONCIER INDIVIDUEL n° 17-2013-0023

Région : Indénié-Djuablin.

Département : Agnibilékrou.

Sous-préfecture : Duffrebo.

Village : N'Drikro.

Le présent certificat foncier est délivré au vu des résultats de l'enquête officielle n° 0056 du 19 mars 2013, validée par le comité de gestion foncière rurale de Duffrebo, le 11 décembre 2013 sur la parcelle n° 0023, d'une superficie de 23 ha 53 a 85 ca à N'Drikro.

Nom : SORO.

Prénom : Drissa.

Date et lieu de naissance : 2 mai 1961 à Dokoko (Korhogo)

DECLARATION DE CONSTITUTION DE PERSONNE MORALE

Renseignements relatifs à la personne morale

Dénomination : société coopérative avec conseil d'administration YEYONIAN de Moussakro.

Nom commercial : CAYEMOS COOP-CA.

Sigle : CAYEMOS COOP-CA.

Adresse du siège : Moussakro, B.P. 754 Abengourou, cel. : 07-70-51-95 /09-99-22-61.

Forme de la société coopérative : COOP-CA.

N° RSC du siège : CI-ABG-2014-C-056.

Capital social : 7.800.000 FCFA. Dont numéraires 7.800.000 CFA

Durée de vie : 99 ans.

Renseignements relatifs à l'activité et aux établissements

La coopérative a pour objet en République de Côte d'Ivoire et à l'étranger la production, la collecte et la vente des produits agricoles de ses membres dans la région de l'Indénié-Djuablin.

A cette fin, elle pratiquera notamment les opérations suivantes : l'approvisionnement des membres en intrants agricoles, le traitement de leurs plantations, le stockage, la négociation d'une vente en gros, la formation et l'encadrement des membres, ainsi que toute autre activité utile à la réalisation de son objet y compris le développement de sa communauté.

Date de début : 4 juin 2014.

Renseignements relatifs aux dirigeants

Président : M. SAWADOGO Hamadou, né le 13/12/1970 à Yakassé/Abengourou, cel. : 07-70-51-95.

Secrétaire général : M. OUEDRAGO Boukary, né le 13/12/1973 à Andé/Abengourou (Côte d'Ivoire), cel. : 08-77-55-77.

Trésorier : M. KONE Ange Hamadé, né le 18/09/1989 à Akakro, cel. : 09-99-22-61.

Conseil de surveillance

M. SAWADOGO Nongba Bouréma, né en 1956 à Lélesgo /Bokin, cel. : 07-39-02-34, CS.

M. SAWADOGO Mamadou, né le 01/01/1956 à Nianguouéla /Tikaré, cel. : 09-17-19-89, CS.

M. TAMBOURA Oumarou, né le 15/10/1978 à Bingerville, cel. : 09-01-10-64, CS.

M. KOUADIO Kra Etienne, né en 1941 à Ouéleyogo/BDKOU, cel. : 48-53-80-26, CS.

Le soussigné SAINI Hermann Yao Zéphirin, mandataire, sollicite que la présente constitue une demande d'immatriculation au RSC.

La conformité de la déclaration avec les pièces justificatives produites